



L'effacement des classes populaires sur France Inter : une enquête du Journal Fakir

- Les médias - Radios - En direct de France Inter -



Publication date: lundi 8 décembre 2014

Description:

« 1,7 %. Voilà le temps que France Inter consacre aux classes populaires... »

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous publions ci-dessous sous forme de « tribune » [1] et avec leur accord, une enquête parue dans le journal *Fakir* d'octobre-novembre 2014 : un point de départ de [la campagne évoquée ici même](#). Titre original de l'article de *Fakir* : « *De l'air à France Inter !* » (Acrimed).



La direction d'Inter le promettait : la radio saurait « *entendre le pays* », voire « *proposer une photographie du monde* ». On a écouté, donc, curieux. Finalement, les classes populaires sont exclues de la photo. La Maison ronde tourne en rond, n'entendant du « *pays* » que les ministres, les patrons, et surtout les artistes. Et avec ce constat, accablant, la directrice Laurence Bloch est presque d'accord...

« *Maintenant le boycott sera total* », prévenait Philippe en juin. Et Pierre annonçait : « *Je refuse d'écouter France Inter que j'écoutais pourtant depuis mon adolescence, j'ai 57 ans !* », etc. Les réactions indignées affluaient cet été. À quoi Laurence Bloch, la directrice, répondait avec sagesse : attendez ! À la rentrée, vous aurez une radio « *punk* » et qui saura « *entendre le pays* ».

Sagement, nous avons attendu. Et durant toute une journée, le mercredi 3 septembre, de 5 h à 23 h, nous avons audité France Inter chrono en main. Pas pour chipoter sur tel animateur, tel journaliste, mais pour constater une double absence...

Qui ne parle pas ?

18 minutes.

18 minutes sur 18 heures.

18 minutes sur 1080 minutes.

Soit 1,7 %. Voilà le temps d'antenne que France Inter a consacré, ce jour-là, aux ouvriers, employés, travailleurs, classes populaires, appelez-les comme vous voulez.

Ce sont deux minutes à 6 h 20, dans une friperie Emmaüs, où témoigne une jeune mère : « *Avant d'accoucher je me suis dit que jamais je mettrai de l'occasion à mon enfant et vu les prix, on essaye de faire des économies là où on peut.* »

C'est une minute à l'agence Pôle Emploi de Brest, dans le journal de 6 h 30, le matin, avec des chômeurs qui approuvent leur propre contrôle : « *Faut arrêter de payer les gens pour rester à la maison quoi. Faut les forcer à aller travailler.* »

Quatre minutes dans les jardins parisiens, à la recherche de nounous, pour Service public : « *Il y en a beaucoup de Philippines qui comme ça qui sont pas déclarées. Parce que moi arrivée ici en France en 2000, 2005 on n'a pas déclaré, 2006 on a déclaré maintenant...* »

Qu'on y intègre, soyons indulgents, deux minutes avec un charpentier alternatif, un peu folklorique, qui construit « *la future cabane du berger, avec eau chaude, électricité, toilettes sèches* » dans un Temps de Pauchon.

Et enfin six minutes sur les « *femmes issues des nations amérindiennes et inuit au Canada, dont 1200 ont été tuées en 30 ans* », avec ce paradoxe, tout de même, que les « *femmes autochtones* » de là-bas suscitent plus d'intérêt que les « *femmes autochtones d'ici* »...

18 minutes, et on compte large. La direction d'Inter pourra toujours contester, chipoter, que c'est 24 minutes, ou 26, ou même 32, ou que le lendemain ça monte à 34 minutes, qu'importe : l'ordre de grandeur est là, dérisoire.

Qui parle ?

À la place des ouvriers, employés, travailleurs, à leur place, les artistes (réalisateurs, acteurs, chanteurs) ont largement la parole (3 heures 20). Les experts (politologues, psychologues, juristes) aussi (2 heures 20). Les patrons et leurs affidés (financiers, promoteurs, consultants) sont bien présents à leur tour (1 heure). Alors que les classes populaires représentent, d'après l'Insee, la majorité de la population, elles sont complètement marginalisées à l'antenne de la France Inter. A l'inverse, des groupes ultra-minoritaires monopolisent l'antenne.

La place accordée aux journalistes - non pas seulement comme animateurs des émissions, mais comme invités eux-mêmes - est un indice de cette clôture sociale : un photoreporter dans « *Instant M* », une rédactrice en chef du *Nouvel Observateur* dans « *Si tu écoutes j'annule tout* », un journaliste de *Libération* dans « *Le Téléphone sonne* », le co-directeur de *Libération* dans « *A-Live* », et à nouveau une brochette de grands reporters... pour près de deux heures, au total.

Les journalistes parlent aux journalistes et bien souvent de journalisme : voilà le marqueur, flagrant, d'un univers qui se referme sur lui-même.



De quoi parlent-ils ?

Ils paraissent si bien entre eux, à rire d'être si drôles, à se regarder si beaux, si subtils, dans leur miroir radiophonique, qu'on n'ose pas les déranger.

- C'est votre Métamorphose à vous aussi en tant que metteur en scène et en tant qu'artiste, Christophe Honoré ?
- On essaye en tout cas à chaque film de relancer les dés et puis de se poser la question de, pas tant d'un changement, mais en tout cas d'aller explorer d'autres formes, des formes nouvelles. Ça vient aussi du fait de travailler avec des acteurs nouveaux. Je vois bien en quoi ce film est assez différent de mes films précédents après, je sais pas non plus si, j'allais dire, c'est une porte. C'est terrible d'avoir ce genre d'image dès le matin.
- (Rires, même si on ne voit là rien ni de « terrible », ni de comique.)
- En tout cas ouais, voilà on ouvre une porte, ça veut pas dire forcément que je vais m'engouffrer dans cette direction-là mais en tout cas, c'était une porte très intéressante à ouvrir.
- Vous vous réinventez en tant que cinéaste, mais aussi en tant qu'artiste puisque vous êtes aussi romancier, auteur de livres pour enfants, on vous a suivi dans cette incroyable aventure théâtrale qu'était le nouveau roman il y a deux ans, je crois que récemment il y a aussi une mise en scène lyrique à l'Opéra de Lyon : vous vous considérez comme plus qu'un cinéaste ?
- Je me considère en tout cas comme un cinéaste très impur, voilà. Qui aime bien... que dans ses films... Voyez, je commence à parler de moi à la troisième personne là ! (Rires.)
- (Rires.)
- Ça me fait très très peur !
- Alain Delon sort de ce corps ! (Rires.)
- Voilà. Non, en tout cas j'aime bien l'idée d'aller interroger le cinéma ailleurs que sur un plateau de cinéma.
- Mais qu'est-ce qui vous incite à vous lancer dans un nouveau projet, c'est le désir ? Le désir de quoi ?
- Oui, c'est à la fois un désir et une angoisse de la fin du projet précédent, etc.

On en a retranscrit des kilomètres, de ces échanges artistiques, et on pourrait en remplir des pages. Elle réside là, aujourd'hui, la tonalité de France Inter : dans ce baratin pseudo-culturel.

Mais quelle culture ? Quel usage de la culture ?

Les films, les livres, les chansons même, pourraient être des fenêtres ouvertes sur le monde, pour saisir comment vivent les hommes, quelles forces meuvent nos sociétés, quels sentiments habitent l'époque... Mais les films, les livres, viennent ici, bizarrement, produire l'inverse, renforcer l'enfermement. Une culture narcissique s'observe le nombril, artistes dont on flatte l'ego en des conversations de salon, avec à longueur d'antenne ces questionnements fatigants : écrivez-vous plutôt le matin ou le soir ? Comment avez-vous choisi ce rôle ? Comment rentrez-vous dans la peau du personnage ? Qu'est-ce qui vous a séduit dans le scénario ? etc. Disons-le franchement : on s'en fout.

Qui anime ?

Les animateurs appartiennent, sans surprise, au même monde social que leurs invités.

Sur les seize présentateurs que nous avons recensés, dont nous avons sorti les fiches Wikipédia, tous ont fait des études supérieures : des écoles de journalisme pour beaucoup, l'ENS également, des agrégations d'histoire, un doctorat en socio, des DESS de philo, avec beaucoup de bons élèves qui cumulent les diplômes (Science-Po, ingénieur, commerce). Nagui fait presque figure de cancre avec une prépa HEC avortée.

Côté origines, lorsqu'elles sont mentionnées - et nous n'avons pas mené des recherches bien poussées -, elles indiquent un lien familial avec la grande bourgeoisie (un père banquier reconverti dans l'élevage des chevaux, un autre chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères) ou plus fréquemment la petite bourgeoisie (des parents professeurs, un autre assureur). Avec un père jardinier et une mère concierge, Jean Lebrun semble une exception. Quant à la directrice, après Science-Po, elle a démarré une prépa ENA - tandis que son père, chef d'entreprise, avait lui fait Centrale.

Il ne s'agit pas, évidemment, d'exiger à l'embauche des certificats de fidélité à la classe ouvrière. Et pas davantage de considérer comme une tare ces scolarités exemplaires. Mais pareille homogénéité ne va pas sans altérer, et profondément, le regard sur la société : eux n'ont pas pour voisin de palier une Laurelyne en contrat pro chez Cora, leur fils ne galère pas pour décrocher une mission d'intérim comme Yacine, leur frère ne se bagarre pas pour sauver des emplois comme Nadi [\[2\]](#). Leurs préoccupations, et celles de leur entourage, et celles qui transpirent donc à l'antenne, sont plus aériennes, plus apaisées, socialement marquées.

« *Qui garde les enfants ?* » Voilà la question, à notre sens excellente, que pose « Service public » ce mercredi 3 septembre au matin. On en a rencontré un paquet, aux fermetures de Flodor, ou d'ECCE, de ces femmes qui suivaient une formation d'« assistantes maternelles », qui adaptaient leurs horaires et leur maison pour accueillir des enfants, qui y trouvaient pour certaines plus de joie que dans leur boulot précédent, qui pour d'autres peinaient à obtenir des gardes. Alors, comment vivent-elles, ces 306.256 professionnelles, qui ne font jamais la Une des journaux ? Qui, d'après la Caf, pour 20 % seulement d'entre elles bénéficient d'un temps plein - et donc d'un salaire plein ? Et qui pour autant d'entre elles ne cotisent même pas leurs quatre trimestres par an...

On allait les découvrir, enfin.

Vaine espérance, ces interrogations, l'émission ne les effleurera pas : « *On va parler de cette manière de garder les*

enfants, de la manière qui sera la plus épanouissante, évidemment, pour leur développement », et en compagnie d'un psychologue, d'une sociologue, d'un dirigeant d'une association familiale, le thème sera traité, durant une heure, du point de vue - important, certes, mais pas exclusif - des parents. A peine un reportage nous sortira-t-il, durant quatre minutes, dans un jardin parisien, à la rencontre de deux nounous, l'une philippine, l'autre marocaine, et d'une étudiante en médecine, comme si c'était la norme. Les assistantes maternelles demeurent invisibles, éclipsées.

Quelle solution ?

« La direction d'Inter pourra toujours contester, chipoter », écrivions-nous plus haut. Mais le contestera-t-elle-même, chipotera-t-elle ? Elle semble, au contraire, partager cette critique. Laurence Bloch, la directrice, répond ainsi à *La libre Belgique* (15/09) :

- *La Libre Belgique* : « Pour France Inter, quelle ambition vous anime ? »
- Laurence Bloch : « Faire en sorte que cette maison ne tourne pas en rond et qu'elle rencontre l'auditeur. Si on n'arrive pas à sortir des dépêches, des reprises, du buzz, on se coupe du réel. Faire intervenir les auditeurs, c'est entendre l'époque aussi. C'est bizarre la France. On adore Omar Sy et on vote Front national. Il faut que l'on comprenne ça ! »
- *La Libre Belgique* : « France Inter, à qui il a pu être reproché de pratiquer une forme d'entre soi, peut-elle comprendre cette France-là ? »
- Laurence Bloch : « C'est vrai, on a fait le constat de cet entre soi. Avec Philippe, on a peut-être été un peu monomaniacque sur la parole des artistes. J'ai donc cherché à rouvrir en programmant une émission de divertissement avec Nagui, à 11 h, par exemple. »

La directrice manifeste une conscience de cet « entre-soi », de cette « coupure avec le réel ». Et elle énonce, presque sous forme d'autocritique, tout ce que France Inter aujourd'hui ne fait pas, ne sait pas faire : « comprendre la France » (et le vote Front national), « rencontrer les auditeurs », « les faire intervenir ».

Mais quel gouffre entre ce « constat », lucide, et la solution proposée, ridicule, contre-productive ! Sur ses vingt premières « Bande originale », Nagui a invité Carole Bouquet, Frédéric Beigbeder, Michel Boujenah, Patrick Poivre d'Arvor, Claude Brasseur, soit neuf comédiens, une mannequin, un metteur en scène, cinq auteurs, deux chanteurs. Au total, 85 % d'artistes, avec pour seules exceptions deux sportifs (Didier Deschamps et Teddy Riner), un politique (Jack Lang), un philosophe (Bernard-Henri Lévy), qui appartiennent tous pleinement au monde du spectacle. Difficile de faire plus « monomaniacque », et moins « original ».

Une solution existe, pourtant, un truc qui, si on se souvient bien, a existé il y a longtemps en radio : le reportage.

Quel genre ?

70 minutes.

70 minutes sur 18 heures.

70 minutes sur 1080 minutes.

Soit 6 %.

Voilà le temps consacré au reportage lors d'une journée sur France Inter.



Les micros ne prennent presque jamais l'air, dehors, dans la ville, dans les campagnes, pour tâter du terrain, à la rencontre de la France. 94 % du temps, les journalistes et animateurs restent à l'intérieur, en « plateau », enfermés dans la Maison ronde, accueillant des invités socialement triés.

Lorsque le reportage apparaît, c'est pour des « pastilles », de une ou deux minutes, quatre maximum - et c'est lors de ces brèves sorties qu'on entend un peu, si peu, des voix du peuple : la friperie Emmaüs, l'agence Pôle emploi, les nounous philippines...

Mais aucune émission quotidienne n'est centrée sur ce genre, le reportage. À l'inverse, par exemple, de France Culture. Le même jour, « Les Pieds sur terre » consacrait ainsi 28 minutes à Allassane, 29 ans, habitant du quartier des trois mille à Aulnay-sous-bois en Seine-Saint-Denis : « *Je travaille à la ville d'Aulnay-sous-Bois en tant que messenger du tri. Les containers à poubelle. On travaille aussi en tant qu'animateur tri sélectif avec les écoles. Je suis à la recherche d'un appartement. J'attendais que mon téléphone se charge un petit peu. Là, y a une dame qui a couru à l'accueil...* » Et les jours suivants, les reporters se rendaient dans un centre social à Fréjus, rencontraient Irène, une mère de famille battue, le père Riffard, poursuivi pour avoir hébergé des sans-papiers, le cadre d'une banque jeté par sa direction, un chômeur en butte aux procédures administratives, un éditeur précaire, trois chômeurs encore narrant leur parcours, etc.

France Culture compte même une seconde émission de reportage, « Sur les Docks », de près d'une heure, elle...

Il faut élargir, ici. France Inter ne détient pas le monopole de l'ostracisme des classes populaires, loin de là. Ainsi de la « représentation nationale », qui ne représente plus grand-chose, guère à l'image du peuple : 0,2 %, voilà le pourcentage d'ouvriers (environ, on peut se tromper) sur les bancs de l'Assemblée - contre 24 % chez les actifs. Mais dans les partis de gauche, et même au Parti communiste, on a abandonné une politique volontariste, avec des

écoles de la seconde chance, pour promouvoir des camarades manuels, peu diplômés.

Du coup, les travailleurs sont privés de porte-parole, légitimes - à leurs yeux d'abord, à ceux des journalistes ensuite - à être invités en plateau. À défaut de venir à la Maison ronde, puisqu'ils n'y sont pas conviés, il ne reste qu'une seule issue : se rendre à leur rencontre. Un choix esthétique - marginaliser le reportage - conduit donc à couper les derniers liens, ténus, fragiles, au peuple.

Quelle fonction ?

On a cité peu de noms, ici, et on n'accuse (malheureusement) personne : c'est un mécanisme collectif, inconscient, involontaire - et d'autant plus efficace qu'inconscient, d'autant plus permanent qu'involontaire. Il n'y a (malheureusement, encore) aucun calcul machiavélique, aucun complot, pour exclure les classes populaires de l'antenne. Ça se fait, c'est tout, et ça ne dérange personne.

Au contraire, ça arrange plutôt, parce que cet enfermement a des conséquences politiques. À quoi en appelle *Fakir*, avec constance, au risque de radoter ? À « *la jonction des classes populaires et de la petite bourgeoisie intellectuelle* », sans quoi il n'est, d'après nous, nul espoir d'un mouvement progressiste, d'une issue positive à la crise. Or, au quotidien - encore une fois sans le savoir, sans le vouloir, et c'est pire - au quotidien, à quoi oeuvre France Inter ? À tout l'inverse : cette station fabrique du cloisonnement. Elle offre un ghetto culturel, confortable, pour la petite bourgeoisie intellectuelle, à l'abri du bruit et de la fureur du monde social. Elle ne donne pas à entendre les Laurelyne, les Nadir, les Yacine, les Aurélie, avec l'envie de se battre, à leurs côtés, contre l'oligarchie et pour plus de justice.

« *Une situation pré-révolutionnaire éclate, annonçait Lénine, lorsque ceux d'en haut ne peuvent plus, ceux d'en bas ne veulent plus, et ceux du milieu basculent avec ceux d'en bas.* » Dans l'appareil idéologique, France Inter remplit objectivement cette fonction : que ceux du milieu ne basculent pas avec ceux d'en bas.

« *Composer une grille, c'est comme proposer une photographie du monde dans lequel on vit* », proclamait Laurence Bloch. Et elle a féminisé l'antenne de France Inter. C'est bien. Elle l'a rajeunie. Pourquoi pas. Mais bizarrement, sur cette photo, il ne reste que les mieux nantis, les artistes, les experts, les ministres, les patrons.

Ça n'est pas une fatalité : cette radio est aussi la nôtre.

Texte : François Ruffin

Recherche : Sylvain Laporte

Pareil que le privé ?

« Autant aller sur Europe ou RTL, puisque l'original vaut souvent mieux que la copie. Honteux ! », s'emportait Brigitte, une auditrice.

Est-ce si vrai ? Non : une émission scientifique comme « La Tête au carré », historique comme La Marche de l'histoire, culturelle comme « L'Humeur vagabonde », ou encore le week-end avec « Monsieur X », « Comme un bruit qui court », « L'Afrique enchantée », « Interceptions », « Ça peut pas faire de mal », etc., sans décerner des bonnes

et des mauvaises notes, distinguent encore très nettement le service public radiophonique des concurrents privés.

Un point noir, en revanche : les paroles populaires sont davantage présentes, mais alors très largement, sur RMC par exemple. Ce même mercredi, dès la matinale, cette station diffusait quatre reportages sur des chômeurs, plus des messages d'auditeurs lus à l'antenne, plus des témoignages d'un contrôleur, d'un syndicaliste, etc. Et à 9 h 00, avec Jean-Jacques Bourdin, c'est l'avalanche au standard, une heure entière de témoignages :

- Dominique : « Quelle honte de nous traiter ainsi. J'ai déjà mis Pôle emploi au tribunal de Montpellier pour radiation abusive, et ils ont perdu ! J'aimerais bien moi voir le ministre vivre avec 200 euros par mois, c'est de la provocation, Monsieur le ministre » ;
- Jacques désormais retraité : « Moi je vivais avec l'allocation de solidarité, je vivais avec 15 euros 90 par jour. J'ai été tous les jours à Pôle Emploi, Monsieur Bourdin, tous les jours. Ils en avaient marre de me voir. Je suivais sur internet tous les jours pour aller voir s'il y avait du boulot. Et il n'y a pas de travail. »
- Julien, en Gironde : « Moi j'ai ma copine personnellement, elle ne trouve pas d'emploi, et ça fait deux ans. Donc, c'est un peu un gros problème. Elle a un diplôme européen d'études supérieures en marketing communication. Elle est sortie majeure de sa promotion de BTS commerce international. Et... Elle ne trouve pas de boulot. Elle se lève autant que moi, elle fait aussi partie de la France qui se lève tôt, elle se lève en même temps que moi, elle postule, elle fait du porte à porte, ça fait deux ans qu'elle ne trouve rien. Donc, qu'est-ce qu'on fait ? Je fais un appel d'urgence parce que là... elle est en dépression, elle fait que pleurer... »
- Et encore Philippe, un licencié d'Airbus, et Gaël, factrice dans les Ardennes, et Samuel, artisan taxi...

Pour mémoire : ce jour-là, France Inter a déjà enterré, quasiment, les déclarations de François Rebsamen, ministre du Travail, avec juste un micro-trottoir bâclé à l'agence Pôle Emploi de Brest, dans le journal de 6 h 30 : « *Faut arrêter de payer les gens pour rester à la maison quoi. Faut les forcer à aller travailler.* »

[1] Les articles publiés sous forme de « tribune » n'engagent pas collectivement l'Association Acrimed, mais seulement leurs auteurs dont nous ne partageons pas nécessairement toutes les positions.

[2] Cori, Nada : exemples abordés dans le même numéros de *Fakir* (note d'Acrimed).